

Barcelone tend la main à Madrid

Carles Puigdemont a exprimé « le droit d'être un pays indépendant » mais le grand soir catalan sera pour plus tard.

Sans fixer de délai précis, Carles Puigdemont a déclaré, lors d'une allocution historique devant le Parlement catalan : « *Le gouvernement de Catalogne et moi-même proposons de suspendre les effets de la déclaration d'indépendance.* »

Auparavant, il avait estimé devant les parlementaires qu'il avait reçu un « mandat » de la population catalane, qui s'était exprimée à travers un référendum interdit le 1^{er} octobre, « afin de transformer la région en un Etat indépendant sous forme de

république ».

Il a souligné la nécessité impérieuse de « réduire les tensions » dans la région, et a dénoncé le refus « radical » de Madrid de négocier un référendum.

Les Catalans sont divisés sur le sujet, mais souhaitent en majorité un référendum en bonne et due forme.

Pressé de toutes parts, Puigdemont a donc choisi de maintenir les engagements pris avec son électorat, mais de garder une porte ouverte pour une solution négociée, qui s'annonce difficile. Jusqu'à la dernière minute, Ma-

drid et l'Europe ont en effet exhorté le leader séparatiste à ne pas prendre de décision « irréversible », rappelant que l'Union européenne ne reconnaîtrait pas une Catalogne indépendante.

Mariano Rajoy, le chef du gouvernement espagnol, avait laissé entendre ces derniers jours qu'en cas de déclaration unilatérale d'indépendance, il pourrait suspendre l'autonomie de la région, une mesure jamais appliquée dans cette monarchie parlementaire extrêmement décentralisée.

Dans les rues catalanes, la fièvre nationaliste s'estompe au

fil de la soirée. Les militants qui ont écouté les différents groupes politiques répliquer au président sont déçus : « *Ils pensent gagner du temps, en fait ils le gâchent.* »

Immédiatement après l'allocution de Carles Puigdemont, le gouvernement conservateur espagnol a, via un porte-parole, qualifié d'« inadmissible » la stratégie de celui-ci. Une réaction émanant de la vice-présidente du gouvernement Soraya Saenz de Santamaria était attendue dans la soirée. ■

Une promesse d'indépendance, mais une offre de dialogue

« En ce moment historique, comme président de Catalogne, je veux suivre la volonté du peuple de devenir un Etat indépendant »

► Lors de son discours devant le parlement catalan, le président du gouvernement régional s'est engagé à assumer le mandat du 1^{er} octobre pour l'indépendance de la Catalogne.

► Il suspend la déclaration d'indépendance pour permettre une négociation avec Madrid.

MADRID
DE NOTRE CORRESPONDANT

Nous proposons de suspendre pendant plusieurs semaines la déclaration d'indépendance pour entrer dans une phase de dialogue. » Dix jours après le référendum d'autodétermination en Catalogne, le président du gouvernement régional Carles Puigdemont a décidé de ne pas faire une déclaration unilatérale d'indépendance. Dans son discours devant le parlement catalan hier soir à Barcelone, le leader séparatiste a validé les résultats de la consultation du 1^{er} octobre, à laquelle ont participé plus de 2,2 millions de citoyens et qui a vu le « Oui » à l'indépendance s'imposer à plus de 90 %, mais il n'a pas franchi le Rubicon. « *J'assume de*

présenter devant le parlement le mandat démocratique pour que la Catalogne devienne un état indépendant », a assuré Puigdemont avant d'annoncer, quelques secondes plus tard, une suspension temporaire de la déclaration d'indépendance, « *un geste de générosité* » selon lui, pour permettre le dialogue et la médiation.

« *Si tout le monde agit de façon responsable, le conflit peut se résoudre de manière sereine et en trouvant un accord qui respecte la volonté des catalans* », a ajouté le président de l'exécutif catalan, qui a aussi évoqué « *la nécessité urgente de réduire la tension.* » Au soir du 1^{er} octobre, en dépit des irrégularités qui avaient émaillé l'or-

ganisation du référendum, cette main tendue de Puigdemont apparaissait très lointaine. Les violences policières – une nouvelle fois dénoncées hier à la tribune par le leader indépendantiste – semblaient avoir marqué un point de rupture définitif entre les autorités de Madrid et de Barcelone. Hier encore, à quelques heures du discours de Puigdemont, de nombreux analystes espagnols assuraient le fait que les indépendantistes au pouvoir en Catalogne déclareraient unilatéralement l'indépendance.

Comment expliquer un tel revirement de la part du président de l'exécutif catalan ? Les pressions politiques, économiques et média-

tiques sur les indépendantistes ont été énormes ces derniers jours. Dans l'après-midi d'hier, le président français Emmanuel Macron a regretté un « *coup de force des dirigeants catalans* » et il a répété son soutien au Premier ministre espagnol Mariano Rajoy. Le président du Conseil européen Donald Tusk est aussi intervenu (lire ci-contre.) Des déclarations, dans la lignée de celles de plusieurs responsables politiques espagnols mais également de nombreux acteurs économiques, soulignaient les conséquences néfastes d'une déclaration unilatérale d'indépendance. Dans les faits, la décision de nombreuses entreprises – les

banques CaixaBank et Banco Sabadell, la compagnie de gaz Gas Natural ou encore le groupe immobilier Colonial – de déménager leur siège social de Catalogne est venue matérialiser les risques pour l'économie des 7,5 millions d'habitants de la région, une des plus riches d'Espagne. Au niveau médiatique, les principaux groupes de presse catalans avaient également montré leur opposition à une annonce unilatérale de Puigdemont.

La balle est désormais dans le camp de Madrid. Hier soir, le gouvernement de Mariano Rajoy a qualifié « *d'inadmissible* » ce qu'il considère comme « *une déclaration implicite d'indépendance sus-*

pendue ensuite de manière explicite. » Dimanche, dans un entretien au quotidien *El País*, Mariano Rajoy avait répété n'avoir « *pas besoin de médiateurs* » et qu'il ne négocierait pas « *l'unité de l'Espagne.* » Le Premier ministre conservateur a exigé avant tout dialogue « *un retour à la légalité* » des autorités catalanes. Celui-ci ne s'est pas produit hier, et l'exécutif de Madrid dispose toujours d'un arsenal juridique qui va de la suspension – partielle ou totale – de l'autonomie de la Catalogne à l'instauration d'un état d'urgence. La suspension de la déclaration d'indépendance par Puigdemont offre cependant un peu plus de marge de manœuvre aux autorités de Ma-

drid. Puigdemont a gagné du temps. Mais il va devoir gérer la déception des indépendantistes les plus radicaux, qui attendaient de lui une déclaration d'indépendance unilatérale. « *C'est une trahison* », a regretté la porte-parole de la CUP (Candidature d'Unité Populaire), la formation d'extrême gauche qui a soutenu la coalition indépendantiste de Puigdemont. Pour Ana Gabriel, « *une occasion historique a été perdue.* » ■

GUILLAUME BONTOUX

à Barcelone Le grand soir sera pour plus tard

REPORTAGE

BARCELONE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Le vertige de l'indépendance s'estompe. Barcelone, vers où les regards étaient braqués mardi, s'est endormie espagnole. Pour encore un moment, du moins. Au grand dam des indépendantistes, qui espéraient en ce 10 octobre connaître leur grand soir.

C'est dans une capitale catalane en état de siège que les Barcelonais ont une nouvelle fois vécu mardi, à l'approche du discours tant attendu du président de la région sécessionniste, Carles Puigdemont. Rues coupées à la circulation, hélicoptères tournoyant dans le ciel dès les premières heures du jour. Le soleil éclatant de cette belle journée d'automne baigne un parc de Ciutadella vidé de ses badauds. Les Mossos d'Esquadra, la police catalane, quadrillent les environs du parlement catalan.

« Déçus par l'Union européenne »

« *Je suis heureux aujourd'hui* », sourit Xavier, un Catalan qui habite désormais en Allemagne, près de Francfort, mais qui a fait le déplacement pour connaître ce jour « *historique* ». Il n'espère rien d'autre qu'une déclaration d'indépendance en bonne et due forme. Il sera déçu sur ce point. « *Mais j'ai peur de la réaction du gouvernement de Madrid* », souffle-t-il enveloppé dans son drapeau rouge et or. « *J'ai peur qu'ils jettent nos élus en prison, qu'ils mettent encore plus de policiers dans les rues.*

Ou qu'on connaisse un "bloody sunday" », comme le jour du référendum contesté du 1^{er} octobre.

Le discours de Xavier trouve un écho dans celui, plus politique, d'un membre du secrétariat de l'Assemblée nationale catalane (ANC) – l'un des principaux collectifs nationalistes – rencontré au pied des deux écrans géants disposés près de l'Arc de Triomphe. Le rendez-vous a été donné à tous les pro-indépendance pour écouter le discours de Puigdemont. « *Ce soir, nous attendons la déclaration d'indépendance* », attaque, sourire aux lèvres, Francesc Bellavista. Il tempère : « *Mais ensuite, il faudra avoir le contrôle du territoire, de la levée des impôts, discuter de la dette, etc. Cela ne peut sans doute pas se faire en un jour, donc je pense que l'idée de notre président, c'est de déclarer l'indépendance ce soir, puis de faire appel à une médiation avec l'Espagne.* »

A ce moment, à quelques minutes de la prise de parole tant attendue – ou redoutée (c'est selon) – personne dans cette foule enthousiaste n'imagine une déclaration floue du chef du gouvernement catalan. On redoute plutôt la réaction madrilène. Et on fustige l'attentisme de l'Europe. « *Les gens sont déçus par l'Union européenne*, estime M. Bellavista, qui a travaillé comme traducteur quelques années à Bruxelles. *On n'attendait pas d'applaudissements à notre référendum, mais on n'a pas compris cette réaction timide devant la répression dont nous avons été victimes le 1^{er} octobre.* »

C'est pourtant l'Europe que l'on soupçonne, sur le coup de 18 h, d'avoir fait retarder d'une heure la déclaration d'indépendance. Dans le parlement régional, un millier

de journalistes sont massés dans une multitude de pièces attenantes à l'hémicycle. C'est plus de quatre fois le nombre d'accréditations délivré en temps « normal ».

Carles Puigdemont est en monodivision. Et il repousse l'échéance. « *La séance est retardée d'une heure en raison de contacts pour une médiation internationale* », ose un porte-parole du gouvernement catalan. « *Médiation* » aussitôt rejetée par Madrid. Le président catalan n'est pas non plus en conférence avec le président de la Commission européenne, comme on l'entend. Alors quoi ? La presse espagnole soupçonne plutôt des dissensions au sein du bloc majoritaire, entre la coalition dirigée par Puigdemont, et les anticapitalistes et indépendantistes ultra de la CUP (voir *Le Soir* du 10 octobre).

Douche froide

Le discours tant attendu commence finalement. Le silence est pesant, dans le parlement comme face aux écrans géants. Carles Puigdemont, regardé par des millions d'Espagnols, commence par revenir sur le référendum. *Primo*, Madrid a tenté « *d'intimider* » les Catalans par la violence. Mais, *secundo*, sa tentative « *a échoué* », estime-t-il. Pour lui, le référendum est valable. Et s'il l'est, il faut suivre la voix du peuple, son « *mandat* ».

Enfin, l'ancien journaliste de 54 ans le proclame : il faut « *transformer la région en un État indépendant sous forme de république* ». Premiers applaudissements des collaborateurs d'élus réunis au Parlement. On imagine l'effervescence sous l'Arc de

Triomphe... Puis c'est la douche froide : « *Le gouvernement de Catalogne et moi-même proposons de suspendre les effets de la déclaration d'indépendance* », déclare Carles Puigdemont, sans fixer de délai précis. Bref : il veut forcer la négociation. Et pour cela, ne déclare pas unilatéralement l'indé-

pendance.

A l'extérieur, la ferveur nationaliste s'estompée, en même temps que tombe la nuit. « *Je suis déçu* », répètent les militants restés à écouter les différents groupes politiques répliquer au président. Au diapason, en fait, des 10 élus de la CUP, qui ont à peine daigné ap-

plaudir M. Puigdemont à l'issue de son discours.

« *Ils pensent gagner du temps ; en fait, ils le gâchent* », juge sévèrement Guilleu, 20 ans. Pourtant, cet étudiant barcelonais pas encore sorti de l'adolescence ne dramatise pas : « *Nous serons indépendants. Il n'y a pas d'alterna-*

tive, parce que Madrid se fiche de ce que nous voulons, nous, catalans. Alors je ne sais pas ce qu'il se passera ce soir, mais nous serons indépendants. »

Ce mardi soir, Guilleu est allé se coucher en Espagnol. Pour encore un moment, du moins. ■

LOUIS COLART

Geert Bourgeois (N-VA) soutient l'appel au dialogue

Le ministre-président flamand, Geert Bourgeois, a affirmé mardi soir soutenir l'appel au dialogue lancé par

le président séparatiste catalan Carles Puigdemont, qui venait de renoncer à déclarer immédiatement l'indépendance, évoquant une « suspension » en vue d'un dialogue.

« *Mon collègue Carles Puigdemont s'est montré déterminé et responsable* (lors de son

discours) devant le parlement catalan », a-t-il affirmé.

« *Il tend la main et souhaite un dialogue avec le gouvernement espagnol de Madrid. C'est en ligne avec les appels du parlement flamand et de moi-même* », a ajouté M. Bourgeois (N-VA).

Selon le ministre-président

nationaliste, il faut « un vrai dialogue » en vue de trouver un « arrangement durable » sur les relations entre la Catalogne et l'Espagne.

« *L'Union européenne ne peut rester sourde aux appels des Catalans à être entendus* », a-t-il encore souligné. (b)

UE Comment Tusk a reconnu Puigdemont symboliquement

On apprendra peut-être, lorsque les informations sur les coulisses de la décision des dirigeants catalans commenceront à suinter, que la sortie de Donald Tusk, le président du Conseil européen, aura pesé. En tout cas, elle aura permis à Carles Puigdemont de justifier devant sa propre opinion publique la demande de dialogue qu'il a adressée mardi soir au pouvoir central espagnol...

Le quasi-mutisme du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker depuis le début de la crise catalane avait étonné. L'intervention de son numéro deux Frans Timmermans la semaine passée au Parlement européen à Strasbourg avait déçu voire choqué, tant il avait paru se ranger du côté du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy, justifiant son « usage proportionné de la force ». En comparaison, les quelques mots prononcés par le président du Conseil européen Donald Tusk face au Comité européen des Régions mardi après-midi ont paru spectaculaires.

Concluant une allocution face aux représentants des villes et régions d'Europe réunis à Bruxelles pour leur grande session annuelle, le Polonais, qui préside le cénacle des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE, s'est adressé directement au président de la Généralité de Catalogne. Quelques phrases à peine, mais où chacune comptait.

« *Laissez-moi adresser un message au président de la Généralité de Catalogne Carles Puigdemont. J'en appelle à vous pas seulement en tant que président du Conseil*

européen, mais comme quelqu'un qui croit fortement à la devise de l'UE "unis dans la diversité", comme Kachoube, représentant d'une minorité nationale, comme quelqu'un qui connaît l'effet d'un coup de bâton de police, et comme ancien Premier ministre d'un grand pays.

Il y a quelques jours, j'ai demandé au Premier ministre Rajoy de chercher une solution au problème sans faire usage de la force, d'utiliser le dialogue, car la force de l'argument est toujours meilleure que l'argument de la

force. Aujourd'hui, c'est à vous que je demande de respecter dans vos intentions l'ordre constitutionnel et de ne pas annoncer de décision qui rendrait ce dialogue impossible. Les conséquences en seraient mauvaises pour la Catalogne, pour l'Espagne et pour toute l'Europe. Cherchons toujours ce qui nous unit, et non ce qui nous divise. »

À la sortie d'un débat sur la Catalogne, imposé in extremis par son président, le Belge germanophone Karl-Heinz Lambertz, le représentant de la Catalogne auprès de l'UE Amadeu Altafaj nous confiait : « *Tusk a été extrêmement habile. Il a occupé tout l'espace que Jean-Claude Juncker n'a pas voulu occuper.* »

La sortie de Donald Tusk a en effet marqué une rupture par rapport à l'attitude prudentissime tenue jusqu'alors par l'Union européenne. C'était la première fois qu'un dirigeant de l'UE s'est formellement et publiquement adressé au dirigeant catalan. Les responsables catalans demandaient depuis le référendum que l'Union européenne in-

tervenne et endosse un rôle de médiation. Mais l'UE ne traite qu'avec les États membres et ses gouvernements centraux, et elle avait pris soin de refuser tout contact formel et direct avec les dirigeants catalans. (Alors que Jean-Claude Juncker avait reçu en son temps l'Eco-saisie Nicola Sturgeon.)

En adressant une demande – pas une menace – à Puigdemont, Tusk a marqué une reconnaissance symbolique. Et en priant le dirigeant catalan de laisser une chance au dialogue, c'est aussi indirectement sur Madrid que le président du Conseil a exercé une pression : si Mariano Rajoy ne laisse pas à son tour toutes les chances à un dialogue qui ne soit pas de pure forme, c'est lui qui portera, au moins partiellement, la responsabilité de l'échec... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

 surlesoir.be

Le reportage de notre envoyé spécial à Barcelone, en images et en sons, est à découvrir sur plus.lesoir.be